



Tutorat 2024-2025



FORMATION EN SOINS
INFIRMIERS
PREFMS CHU DE TOULOUSE
Rédaction 2023-2024

Semestre 3

UEC 10 Gérontologie

Ce cours vous est proposé bénévolement par le Tutorat Les Nuits Blanches qui en est sa propriété. Il n'a bénéficié d'aucune relecture par l'équipe pédagogique de la Licence Sciences pour la Santé et de l'IFSI. Il est ainsi un outil supplémentaire, qui ne subsiste pas aux contenus diffusés par la faculté et l'institut en soins infirmiers.

La prise en charge sociale de la personne âgée

I.	LES DISPOSITIFS D'AIDES EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES	3
1.	LE MAINTIEN A DOMICILE	3
2.	LES STRUCTURES D'HEBERGEMENT.....	4
a.	<i>Les diff�erents types de structures</i>	4
b.	<i>Financement des EHPAD et USLD.....</i>	5
3.	LES MESURES DE PROTECTION	5
a.	<i>Ouverture d'un régime de protection</i>	5
b.	<i>Les diff�erents régimes de protection.....</i>	5
c.	<i>Curatelle et tutelle</i>	5
d.	<i>Comment et � qui demander l'ouverture d'une mesure de protection ?</i>	6
e.	<i>Qui peut être désigné comme tuteur ou curateur ?.....</i>	6
f.	<i>Obligations du représentant légal</i>	6
g.	<i>Habilitation familiale</i>	7
h.	<i>La procédure</i>	7
i.	<i>La décision du juge.....</i>	7
4.	LES PARTENAIRES DE TERRAIN	8
5.	ÉVALUATION SOCIALE DE LA PERSONNE AGE�E.....	8

La prise en charge sociale de la personne âgée consiste en une **approche intégrale** grâce à l'évaluation Gériatrique Standardisée (approche globale et intégrale).



I. Les dispositifs d'aides en faveur des personnes âgées

1. Le maintien à domicile

Dans le cadre d'un retour à domicile, il y a 2 types d'aides :

- Les **aides liées aux soins** : sur prescription médicale
- Les aides liées à l'**accompagnement** et à l'**intendance** : plusieurs possibilités

Il faut s'adresser soit, aux **caisses de retraites** si elles proposent des aides éventuelles soit au service du **Conseil Général** en fonction du degré de dépendance du demandeur.

Dans ce cadre il faut préalablement ** valuer le degré de dépendance** de la personne qui permettra de la classer dans un "GIR" (Groupe Iso Ressources). De même les revenus de la personne ou du couple seront pris en compte.

Les GIR se répartissent sur une ** chelle de 1 à 6** de la manière suivante :

- **GIR 1** : personnes les plus dépendantes
- **GIR 6** : personnes les moins dépendantes

Pour les personnes âgées de **plus de 60 ans**, deux critères définissent le dispositif qui va être choisi :

- Le degré de dépendance : grille AGGIR
- Les revenus : droit ou non à tout ou partie d'une prise en charge

Le financement se fait :

- Par la **personne elle-même** (tous les GIR)
- Par les **caisses de retraite** (GIR 5 & 6)
- Par l'**Aide Sociale** (GIR 5 & 6)
- Le **Conseil Départemental** et l'APA (GIR 1   4)

Lors d'un maintien à domicile, les **soins** sont pris en charge par la **sécurité sociale** et la **mutuelle**, sur prescription médicale, par exemple : IDEL, SSIAD, kiné, orthophoniste, matériel (canne, déambulateur, lit médicalisé...).

Les soins et actes de la **vie quotidienne** sont étudiés et pris en charge par :

- **Mutuelle** : selon contrat et droits, en sortie d'hospitalisation
- **Caisse de Retraite** : GIR 5 & 6
- **Conseil Départemental** : Aide Sociale GIR 5 & 6 et APA pour GIR 1, 2, 3, 4

Par exemple, il peut y avoir des aides humaines (mutuelles, caisse de retraite, Conseil Départemental), le portage des repas (caisse de retraite dans certains cas), les protections (APA), l'accueil de jour (APA) et la téléassistance (APA et/ou autres critères avec spécificités départementales).

2. Les structures d'hébergement

Par structures d'hébergements, on entend les EHPA, EHPAD ou USLD.

L'établissement est sélectionné en fonction de la **pathologie du patient**, de son **degré d'autonomie** ou de dépendance, et de la durée du séjour souhaitée.

A cela, s'ajoutent des **critères de complexité** : pathologie, problèmes de droits, budget, réprésentation légale, secteur géographique et places disponibles.

Ces établissements ont un **coût** pour le futur résident et/ou sa famille.

a. Les différents types de structures

Les **Centres d'Hébergements Temporaires** : ils sont peu nombreux sur le département, ils permettent une solution transitoire dans l'attente de l'accès à une autre structure ou une solution de relais pour soulager momentanément la famille. Dans les deux cas, il faut **réserver son séjour à l'avance**. Certains EHPAD font de l'hébergement temporaire en fonction de leurs disponibilités

Les **Résidences Intégrées** : ce sont des petites structures de quartier, de quelques appartements intégrés dans un même immeuble et qui sont rattachés à une unité centrale tenue par une ma trese de maison. Les personnes concernées entrent autonomes et peuvent bénéficier de divers services, à mesure que cela devient nécessaire. Ces structures ne sont **pas médicalisées**

Les **Résidences Séniors** : les résidences séniors sont des logements conçus pour accueillir des seniors autonomes, en quête d'un lieu de vie alliant indépendance et vie sociale. Ces résidences **non médicalisées** b n ficent de la présence d'un personnel dédié à l'organisation du quotidien des résidents

Les **EHPA** : Ils accueillent des personnes encore autonomes ou semi autonomes dans une structure collective. Chaque résident à un logement indépendant où il peut amener ses meubles. Il peut choisir d'utiliser ou non les services de restauration. En fonction de leur **niveau de médicalisation**, certains foyers logement peuvent assumer la prise en charge de leurs résidents jusqu'en fin de vie. D'autres préfèrent proposer l'orientation vers une structure plus médicalisée de type EHPAD par exemple.

Les **EHPAD** : Elles accueillent leurs résidents en chambre simple ou double à partir du moment où leur dépendance physique ou cognitive ne leur permet plus de rester à domicile ou d'accéder à un foyer logement. Toutes b n ficent de la présence de personnel soignant, il convient toutefois de préciser que le niveau de médicalisation varie d'un établissement à l'autre. Cette évaluation est laissée au jugement de la famille.

Les **USLD** : accueillent et soignent des personnes âgées de plus de 60 ans présentant une pathologie organique chronique ou une poly-pathologie soit active au long cours, soit susceptible d'épisodes répétés de décompensation et pouvant entraîner ou aggraver une perte d'autonomie. Ces situations cliniques requièrent un **suivi rapproché**, des **actes médicaux itératifs**, une permanence médicale, une présence infirmière continue et l'accès à un plateau technique minimum.

b. Financement des EHPAD et USLD

Le prix d'une structure contient 2 forfaits :

- **Forfait d'hébergement** par jour : en fonction des revenus, peut s'appliquer l'Allocation Logement
- **Forfait dépendance** par jour : en fonction du GIR et des revenus, peut s'appliquer tout ou partie de l'APA

Dans le **plan de financement**, on retrouve :

- Pensions, retraites ou revenus
- Allocations logements (sur la partie hébergement en fonction des revenus)
- APA (Allocation Personnalisée Autonomie sur la partie dépendance en fonction des revenus)
- Si besoin, le financement peut s'appuyer sur :
 - o Les économies
 - o La famille
 - o L'aide sociale sous conditions : habilitation de la structure à la recevoir ; obligation alimentaire des ascendants et des descendants ; récupération sur la succession du bénéficiaire de l'aide ; 10% des ressources laissées au demandeur ; ASPA (minimum vieillesse) laissée au conjoint

3. Les mesures de protection

a. Ouverture d'un régime de protection

L'ouverture d'un régime de protection suppose l'**altération médicalement constatée** des facultés mentales ou corporelles de la personne concernée et la nécessité pour celle-ci d'être protégée.

Il ne doit pas exister d'autres moyens subsidiaires de protection (ou considérés comme insuffisant) : assistance entre époux, procuration, mandat de protection future...

b. Les différents régimes de protection

La mesure de protection doit s'efforcer de **protéger au mieux** la personne du majeur ainsi que son patrimoine.

La sauvegarde de justice assure une **protection provisoire**.

La protection tient surtout à la possibilité d'une action judiciaire en annulation ou en réduction. 3 types de sauvegarde de justice existent :

- La **sauvegarde médicale**
- La sauvegarde prise **pendant la durée de l'instance**
- La sauvegarde de **justice rénovée**

La **sauvegarde médicale** ou Mesure « Parapluie » très légère résulte d'une déclaration faite au procureur de la République par le **médecin traitant** de la personne ou par le **directeur de l'établissement de soins** si la personne est hospitalisée. Elle ne peut excéder une durée d'un an, renouvelable par le juge des tutelles.

c. Curatelle et tutelle

La **curatelle** et la **tutelle** font, quant à elles, office de mesures de protection durables.

⇒ Même renforcée, la curatelle doit être **préférée à la tutelle** dès lors que le majeur présente un degré d'autonomie psychologique et physique suffisante, et a conservé les moyens et le désir

d'intervenir dans la gestion de ses affaires. Ce dernier ne sera alors que conseil  ou assisté par son curateur.

La tutelle s'impose lorsque le majeur a besoin d'être représenté, de manière continue, dans sa vie quotidienne. Le choix de la forme de tutelle dépendra, ensuite, de la **situation familiale**.

Les formes sont la tutelle **complète**, la tutelle **familiale** et la tutelle exercée par un **mandataire judiciaire**   la protection des majeurs.

d. Comment et à qui demander l'ouverture d'une mesure de protection ?

Il y a deux situations qui doivent être distinguées.

La 1^{ re} : Vous êtes une **personne habilitée**   demander l'ouverture d'un régime de protection au bénéfice du majeur concerné La demande de protection doit être adressée au juge des tutelles du Tribunal Judiciaire dans le ressort duquel se trouve le domicile de la personne concernée :

- **L'intéressé** lui-même
- Son **conjoint**
- Le partenaire avec lequel elle a conclu un pacte civil de solidarité, son concubin, sauf si la vie commune a cessé
- Ses **ascendants** ou **descendants**, parent ou allié, ses frères et sœurs
- Une personne entretenant avec l'intéressé des liens étroits et stables (laissés à l'appréciation du juge)
- La personne désignée pour exercer une mesure de protection juridique au bénéfice de l'intéressé (c'est à dire le mandataire spécial désigné dans le cadre de la sauvegarde de justice, le curateur, le tuteur, le mandataire de protection future)

La demande se fait sous forme de **requête**.

La 2^{ me} situation : Vous n'êtes **pas cité dans la liste** des personnes qui peuvent saisir directement le Juge des Tutelles à demander l'ouverture d'un régime de protection au bénéfice du majeur concerné, ou vous n'avez pu obtenir d'expertise médicale.

Vous pouvez adresser une requête ou un signalement au **procureur de la République**.

e. Qui peut être désigné comme tuteur ou curateur ?

Le juge des tutelles désignera en priorité un **membre de la famille** (conjoint, parents, alliés...).

Il est possible de **désigner plusieurs** tuteurs ou curateurs. Ceux-ci exercent alors en commun la mesure de protection. Ainsi par exemple, les parents d'un enfant handicapé majeur peuvent tous deux être désignés tuteur ou curateur. Alors la charge des mesures de protection est obligatoire et gratuite.

Si les liens familiaux sont trop distendus voire inexistants, le juge fait appel à un **mandataire judiciaire**   la protection des majeurs. Il s'agit de professionnels choisis par le juge sur une liste dressée par le procureur de la République.

Le principe posé par la loi est que le **majeur finance sa protection**, totalement ou partiellement, dans la mesure de ses moyens.

En l'absence de ressources suffisantes, un **financement public subsidiaire** assure la rémunération du mandataire désigné.

f. Obligations du représentant légal

Le représentant légal doit **protéger la personne** et les biens du majeur. Cependant, l'autonomie de la personne protégée doit primer. Pour cela, le tuteur est tenu d'informer le majeur sur sa situation personnelle et sur les actes qu'il est nécessaire de passer : ce dans la **mesure du possible**.

L'administration des biens du majeur protégé doit être accomplie en « **bon père de famille** » c'est-à dire que le tuteur ou curateur doit avoir le **souci constant** de préserver le patrimoine du majeur protégé.

Dès le prononcé du jugement, le tuteur ou curateur doit **informer les tiers** de la mesure de protection : banques, organismes sociaux, mutuelles...
Il doit également établir dès le début de la mesure un **inventaire précis** des biens immobiliers et mobiliers appartenant au majeur protégé.

g. Habilitation familiale

Lorsqu'une personne est **hors d'état** de manifester sa volonté, (cette condition est indispensable), qu'elle n'a pas effectué de mandat de protection future, ses proches peuvent demander au juge des tutelles   être habilités à la représenter ou à passer un ou des actes en son nom.
Ce nouveau dispositif n'entre pas dans le cadre des mesures de protection juridique (sauvegarde de justice, curatelle, tutelle) même si **l'intervention du juge** est nécessaire.

Ce dispositif est **plus léger** qu'une mesure de protection juridique pour les proches de la personne âgée, puisque la personne proche qui est habilitée, a **moins d'obligations** qu'un tuteur ou un curateur.

Une fois la personne proche habilitée, elle peut représenter la personne âgée conformément au mandat tel qu'il aura été établi dans le jugement par le juge des tutelles.

Son habilitation peut porter uniquement sur un **acte particulier** ou peut être **générale**.

La personne habilitée exerce sa mission à **titre gratuit**.

La procédure d'habilitation est la même que pour une demande de protection juridique.

L'altération des facultés de la personne doit être établie par un **médecin expert**. La liste des médecins experts et le formulaire spécifique nécessaire à la demande ainsi que la liste des pièces à fournir, sont disponibles au service des majeurs protégés du tribunal d'instance du lieu d'habitation de la personne.

Lorsque d'autres personnes que celles précédemment indiquées souhaitent demander une mesure de protection (professionnels, amis, voisins), ils doivent s'adresser au **procureur de la République** qui saisira le juge, s'il l'estime nécessaire.

h. La procédure

Qu'il s'agisse de l'habilitation familiale ou des mesures de protection juridique, telles que la sauvegarde, la curatelle ou la tutelle, la procédure pour la demande est la même.

Les éléments à fournir sont :

- Une **requête CERFA spécifique et remplie** (  retirer au préalable au greffe ou sur le site internet du tribunal d'instance)
- Un **extrait d'acte de naissance** de la personne
- Un **certificat médical circonstancié** attestant de l'altération des facultés mentales ou corporelles établi par un médecin habilité (la liste de ces médecins est disponible au tribunal ou sur le site internet)
- Si un ou plusieurs membres de la famille souhaitent exercer la mesure, un **courrier explicatif** désignant la ou les personnes et signifiant l'accord de toutes les parties

i. La décision du juge

Le juge **reçoit obligatoirement** la personne à protéger pour une audition, sauf si son état ne le permet pas.

Il peut aussi consulter la famille, les proches, le médecin traitant ou des experts.

Le juge dispose **d'un an maximum** pour prendre sa décision. Lorsque sa décision est prise, il désigne en priorité les membres de la famille si cela est possible et si c'est dans l'intérêt de la personne.   défaut, il peut désigner un professionnel de la protection des majeurs, appelé **mandataire judiciaire à la protection des majeurs** (MJPM) qui sera soit un service soit un professionnel privé.

4. Les partenaires de terrain

Les partenaires de terrain sont nombreux :

- Les **C.C.A.S.** (Centre Communal d'Action Sociale) dans les Mairies.
- Les **caisses de retraite**. Contacter s'il y en a une, le service social du personnel. Certaines caisses différencient le service social des agents actifs et celui des agents retraités.
- Les **M.D.S.** (Maisons Des Solidarités), qui sont des antennes du Conseil Départemental pour les personnes en GIR 4, 3, 2 et 1 relevant de l'A.P.A.
- Les **C.L.I.C.** sont également un partenaire de terrain efficace. Ils regroupent, sur un secteur géographique donné, toute l'information concernant l'offre de services et les dispositifs en faveur des personnes âgées. Ils peuvent en fonction de leur niveau 1, 2 ou 3, donner de l'information, accompagner dans les orientations et le diagnostic des besoins, mettre en place le plan d'aide. Il n'y en a pas sur le département de la Haute Garonne.
- Les **D.A.C.** : Les dispositifs d'appui à la coordination (DAC) sont des organisations mandatées par l'ARS qui peuvent être sollicitées pour des problématiques médico-sociales "tout âge, toute pathologie, toute situation". Les DAC réorientent vers les ressources de leur territoire, afin de favoriser le maintien à domicile et prévenir les hospitalisations évitables. Les DAC renseignent et orientent directement l'utilisateur et son entourage. Les équipes pluridisciplinaires des DAC recherchent pour les professionnels qui en ont besoin, les ressources et les aides les plus efficaces sur les territoires, au cas par cas, et facilitent leur accès.

5.  valuation sociale de la personne âgée

Le **recueil de données**, l'**anamnèse sociale** doivent être collectées par tous les membres de l'équipe pluridisciplinaire.

Ils doivent aussi chercher : le motif d'hospitalisation, les antécédents médicaux, le mode de vie, la présence d'auteurs familiaux ou amicaux, l'isolement social, la présence de professionnels de terrain, de représentant légal.... Il faut également évaluer l'**autonomie fonctionnelle** (ADL et IADL).

C'est donc à partir de ce recueil de données que nous allons être amenées à devoir très vite repérer les **situations de vulnérabilité** et évaluer l'accompagnement ou le type de mesure qu'il faudra envisager le cas échéant ...

La demande de mise en place d'une mesure de protection juridique reste **subsidaire**.